

## **POUR CLARIFIER**

Depuis deux semaines, vous n'êtes pas sans savoir qu'un vaste mouvement d'occupation des théâtres nationaux s'est déployé sur le territoire, et il est très probable qu'en venant ici vous ayez pensé y apporter votre soutien. Il s'agit d'un malentendu.

En effet, les travailleuses et travailleurs de la culture ont perdu une part importante de leurs revenus en raison des restrictions sanitaires, et l'année blanche (prolongation des allocations chômage pour les intermittents du spectacle) arrive à son issue fin août. Ce qui signifie qu'à partir du 1<sup>er</sup> septembre, bon nombre de ces « acteurs de la culture » basculeront au RSA. Cette situation désastreuse est déjà le lot de millions de personnes qui n'ont pas pu bénéficier de ce sursis.

C'est précisément du constat de la dégradation massive des conditions de vie que naît notre mouvement. Il réunit des personnes aux réalités diverses, qui se rejoignent autour de cette préoccupation commune qu'est la précarité.

Durant une semaine cet élan s'est concrétisé lors d'assemblées générales quotidiennes qui ont permis de constituer une force collective. Rapidement, nous avons formulé les revendications suivantes :

- Le retrait de la réforme de l'assurance chômage
- La garantie des droits sociaux dès 18 ans
- La prolongation de l'année blanche et son élargissement à tou-tes les travailleurs et travailleuses, précaires, extras et saisonnier-es
- Un accès aux droits essentiels aux congés maternité et maladie pour les travailleurs et travailleuses du secteur culturel
- La mise en place d'un plan pour l'emploi massif en concertation avec les organisations représentatives de nos secteurs d'activité
- Et après, seulement après, la réouverture des lieux de culture

Simultanément, les grands médias ont essentiellement mis en avant le mot d'ordre de « réouverture des lieux culturels », tandis que le Syndeac (syndicat patronal du spectacle, organisateur du présent événement) concentre ses efforts autour de cette revendication. Ajoutons que cela traduit une impatience légitime pour la population dans son ensemble.

A ce jour il est évident pour notre mouvement à l'échelle nationale que l'exigence principale consiste à s'opposer à la réforme de l'assurance chômage. Celle-ci aura pour conséquence une baisse drastique des indemnités pour la plupart des bénéficiaires.

Nous l'affirmons, il n'est pas concevable d'envisager une reprise du secteur culturel décente dans un contexte social délabré. Sans plan pour l'emploi, sans garanties pour les droits sociaux et sans mesures sanitaires : la réouverture se fera dans des conditions nocives pour les artistes. C'est pourquoi cette question est pour nous secondaire.

Désormais, notre souhait est que la mobilisation s'étende.

Invitez-vous à rejoindre le mouvement.

Assemblée Générale quotidienne à 10h au TAP